La Lettre de l'Observatoire Europe-Afrique 2020

Lettre n°2 – Septembre/Octobre 2016

Dossier

Une nouvelle étude de cas est publiée ce mois-ci sur le site de l'Observatoire Europe-Afrique 2020 :

- **Quelle est la part des "coûts invisibles" dans les coûts de production en Afrique?** Les coûts invisibles correspondent aux pertes subies par les entreprises en conséquence de la mauvaise qualité de l'environnement des affaires. Il s'agit principalement des pertes causées par les exigences des banques lors des procédures de prêts, des conséquences du manque de fiabilité des infrastructures, des excès de la réglementation (contraintes excessives à l'embauche, au licenciement), de la corruption et des problèmes de sécurité. L'étude de cas présente une analyse détaillée des coûts « invisibles » auxquels sont confrontées les entreprises qui opèrent en Afrique, ainsi qu'une comparaison de ces coûts invisibles avec les autres régions du monde. Elle montre que les coûts invisibles sont beaucoup plus élevés en Afrique que dans les autres régions, à la seule exception de l'Asie du Sud. Dans l'ensemble, les entreprises en Afrique perdent 13% des ventes en raison de ces coûts invisibles, soit 11% de plus que les entreprises d'Asie de l'Est et 7-8% de plus que les entreprises des autres régions. Les pertes dues aux coupures d'électricité constituent le coût invisible le plus important en Afrique. Parmi les 15 pays d'Afrique couverts par l'Observatoire, Maurice est le seul où les coûts invisibles demeurent à un niveau raisonnable, quoique supérieur à celui de la Chine. Dans tous les autres pays, les indicateurs des coûts invisibles élevés et la situation s'est peu améliorée depuis cinq ans.

Evènements récents

Un séminaire sur **« La sécurité en Côte d'Ivoire. Un bilan du DDR »** s'est tenu à Paris le 28/09/2016 à l'initiative de l'IFRI. Comme dans de nombreux pays en post-conflit, le DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) en Côte d'Ivoire s'est avéré un processus long et délicat, au moins jusqu'à la mise en place d'une agence unique : l'ADRR (Autorité pour le Désarmement, Démobilisation, Réinsertion). Cette dernière a rendu possible le succès du DDR avec le désarmement de 69 506 combattants (sur une liste totale de 74 000 ex-combattants), dont plus de 80 % ont déjà été réintégrés ou sont en passe de l'être. Conséquence de son

succès, l'ADRR a été dissoute pour laisser la place à une Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR). Désormais, aucun ancien combattant ne peut légalement porter d'armes. Comment les Ivoiriens ont-ils su faire fonctionner le DDR ? Ce succès est-il durable ? Et si oui, les recettes ivoiriennes sont-elles transposables dans d'autres pays ?

Evènements à venir

Les 2 et 3 novembre 2016, à Ankara, des chefs d'entreprise africains rencontreront leurs homologues turcs dans le cadre du **premier forum d'affaires Turquie-Afrique**. Ce rendez-vous confirme la volonté affichée depuis quelques années par Ankara d'étendre son influence diplomatique et commerciale aux économies africaines les plus prometteuses. Avec un double objectif : renforcer sa position sur la scène internationale et capter de nouveaux marchés au profit des compagnies turques. En 2009, la Turquie disposait de seulement 12 ambassades en Afrique, dont cinq en Afrique du Nord. Aujourd'hui, Ankara en compte 39 sur le continent. Et les pays africains le lui rendent bien, avec 32 ambassades dans la capitale turque, contre 10 en 2011.

Actualités

Algérie : La première voiture Hyundai fabriquée en Algérie sortira de l'usine le 1er Novembre prochain » rapporte le site tsa-algérie.com. Le concessionnaire Cima Motors, de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, s'est lancé dans la production industrielle de voitures de la marque Hyundai. Cette usine basée à Tiaret, aura une capacité de production annuelle de 100 000 unités, pour trois lignes de montage, et nécessitera un investissement de 450 millions $, indique la source. L'usine, sur une superficie de 247 000 m², comprendra une piste d'essai qui répond aux normes internationales. L'entité produira dix modèles de la marque sud-coréenne. Au total, le projet générera 1100 emplois cette année, dont 700 directs, précise Cima Motors. Cette implantation s'inscrit dans le cadre de la politique prônée par le gouvernement, obligeant les concessionnaires automobiles algériens à investir dans l'industrie automobile avant le 1er janvier 2017, au risque de perdre leur agrément (30/09/2016).

Algérie: Le système de câble sous-marin de fibre optique Orval, reliant Oran en Algérie, à Valence en Espagne, n'atterrira finalement plus sur les côtes du pays, d'ici la fin du mois d'octobre 2016, comme escompté, mais en janvier 2017 (06/10/2016).

Ethiopie : Jusqu'à récemment, l'Ethiopie était citée en exemple par de nombreux économistes du continent. Avec une croissance officielle à deux chiffres sur la dernière décennie et une stabilité encensée par Barack Obama lors de son séjour africain en août 2015, le discours sur la renaissance d'un pays assimilé à la famine des années 1980 était porteur d'espoir. Mais la sécheresse et la succession de manifestations, violemment réprimées, depuis près d'un an viennent noircir le tableau. Le chercheur Jean-Nicolas Bach revient sur ce modèle éthiopien : est-il à bout de souffle ? (27/09/2016)

Voir l'article complet sur le lien suivant :

http://observatoire-europe-afrique-2020.org/fr/lettre-de-lobservatoire/

Voir également sur ce lien l'article intitulé « Le climat de violences en Ethiopie fait douter les investisseurs ».

Ethiopie: Le groupe pharmaceutique indien Kilitch Drugs a annoncé, dans un communiqué publié le 20 septembre, que sa filiale Kilitch Estro Biotech s'est vu attribuer un terrain de 4 317 m2 par le gouvernement éthiopien, en vue d'y implanter une usine. Cette usine qui sera implantée dans la zone économique spéciale d'Oromia (Est de l'Ethiopie), devrait essentiellement produire des nutraceutiques, produits fabriqués à partir d'aliments, mais vendus sous forme de pilules ou de poudres ou sous d'autres formes médicinales et ayant un effet physiologique bénéfique ou une protection contre les maladies chroniques. Outre l'Ethiopie, Kilitch Drugs a également précisé dans son communiqué qu'il envisage d'ouvrir une usine au Burkina Faso, dans le cadre d'une stratégie d'expansion en Afrique (29/09/2016).

Ethiopie : Le gouvernement éthiopien a inauguré le 5 octobre une liaison ferroviaire entre Addis-Abeba et le port de Djibouti. D'une longueur de plus de 750 km, cette ligne dont les travaux ont duré 4 ans, a nécessité un investissement de 3,4 milliards $, financé à 70% par la banque chinoise Exim Bank. Cette infrastructure facilitera le désenclavement de l'Ethiopie. « Cette nouvelle ligne va réduire le coût et le temps de transport », indique Dereje Tefere Haile de l'Ethiopian Railways Corporation (ERC). Pour l'heure, ni les prix des marchandises, ni ceux des passagers ne sont pas encore fixés, et il faudra attendre une période d'essai allant de 3 à 6 mois pour que les premiers voyageurs s'y installent.

Maroc : L'assureur-crédit Coface met en garde contre les retards de paiement qui s'aggravent au Maroc. 55% des entreprises marocaines perçoivent une stagnation de leurs activités et 28 % évoquent une détérioration du climat des affaires, selon une enquête publiée le 20 septembre par l'assureur-crédit Coface. Sur un échantillon de 208 entreprises interrogées, 39 % seulement anticipent une évolution favorable de la conjoncture économique, selon cette enquête intitulée «Le comportement de paiement des entreprises au Maroc». Coface alerte, d'autre part, sur un ralentissement de l'économie marocaine. Elle table sur une croissance économique de 2% contre plus de 4% en 2015, en raison d'une mauvaise saison agricole due à de mauvaises conditions météorologiques. La Coface met aussi en garde contre les retards de paiements, dont sont de plus en plus victimes les entreprises marocaines. En 2016, 24% des entreprises interrogées ont enregistré un délai compris entre 30 et 60 jours entre la date d'émission de la facture et la date d'encaissement contre 30% en 2015. Le nombre d'entreprises qui observent des délais de paiement supérieurs à 90 jours est également en augmentation, en particulier pour les entreprises dont le client final est le secteur public. Coface conclut que malgré la résilience de l'économie hors agriculture, les retards de paiement constituent un frein certain à l'investissement et à l'embauche (30/09/2016).

Maroc : AGC Automotive Europe s'associe à Induver pour créer une usine de verre trempé pour lunettes-arrières, de vitres latérales de véhicules et de verre feuilleté pour pare-brise à Kenitra: Un protocole d'accord d'un montant de 1,183 milliard de dirhams a été signé entre Moulay Hafid Elalamy, ministre marocain de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, Jean Marc Meunier, le président du Conseil d'Administration d'AGC Automotive Europe, et Hakim Abdelmoumen, président d'Induver, en

vue de la création d'une unité industrielle dans la ville de Kenitra. Cette joint-venture, baptisée « AGC Automotive Induver Morocco », permettra la création de 650 emplois, et génèrera un chiffre d'affaires à l'export d'environ 1 milliard de dirhams par an. Par ailleurs, le producteur de verre automobile AGC Automotive Europe a précisé qu'il va s'offrir 45% du capital d'Induver, ce qui permettra à la holding marocaine d'avoir accès au marché européen et de bénéficier du savoir-faire de l'entreprise japonaise. AGC Automotive Europe est la filiale européenne du groupe japonais Asahi Glass, spécialisé dans la production et la distribution de verres automobiles. Induver est une entreprise marocaine qui fabrique également des vitrages pour automobiles (21/10/2016).

Maroc : Le ministre de l'industrie marocain a signé avec Raymond L. Conner, président de Boeing Commercial Airplanes un accord qui permettra de doubler le nombre des sous-traitants locaux de Boeing. L'idée de faire correspondre le décollage du secteur automobile à celui des avionneurs est assumée par la partie marocaine. Le ministre du commerce, de l'industrie et des nouvelles technologies cherche à attirer des IDE de l'aéronautique, « un des secteurs industriels les plus performants au niveau mondial ». Le ministre marocain précise avoir d'abord contacté Boeing parce que l'avionneur américain est implanté dans le royaume depuis 2001, via Matis, une association avec Safran et la compagnie nationale Royal Air Maroc. « Après une rencontre avec le président de Boeing, nous avons rapidement constitué une équipe mixte, début 2016, avec l'objectif de comprendre leurs besoins. Les choix d'investissements d'un poids lourd pareil sont très importants et l'engagent pour des décennies », confie Elalamy. L'idée du ministre étant de comprendre les besoins de Boeing avant de mobiliser les fournisseurs autour de l'entreprise. Comme avec Renault pour l'automobile, l'avionneur américain est une « locomotive » susceptible de constituer un « écosystème » de sous-traitants. Et concrètement, il ne s'agit pas pour Boeing d'investir un milliard de dollars, comme l'ont annoncé certains médias, mais plutôt de remplir les carnets de commandes des fournisseurs basés au Maroc, dont le nombre est amené à doubler pour atteindre 240 sous-traitants. A charge pour ces derniers de créer les 8 700 emplois annoncés. Aujourd'hui, le secteur génère déjà 10 000 emplois.

L'intégralité de l'article est disponible sur le lien suivant :

http://observatoire-europe-afrique-2020.org/fr/lettre-de-lobservatoire/

Sénégal : 120 MW de centrales solaires entreront en service au Sénégal d'ici 2018 selon Mouhamadou Makhtar Cissé (photo), le directeur de la Société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC). « Si l'on fait le total, ce sont 120 mégawatts de solaire qui seront injectés d'ici 2018 dans le réseau de Senelec. Cela représente le cinquième de la production de la Senelec. L'objectif au départ était d'avoir 20% au moins de renouvelables. On est au-delà de ce chiffre. Il est bon de l'annoncer à la veille de la COP 22 qui va se tenir au Maroc », a affirmé le dirigeant. Entre autres projets solaires concernés, la centrale de Malicounda (20 MW), la centrale de Bokhol (20 MW), celle de Medina Dakhar (29 MW) et la centrale de Santhiou Mekhé (30 MW). A ce parc solaire de 12 MW s'ajoutera la centrale éolienne de Taiba Ndiaye. D'une capacité totale de 150

MW, la centrale verra ses 50 premiers mégawatts entrer en service dès 2018, ce qui permettra au pays de dépasser l'objectif de 20% de renouvelables dans le mix énergétique.

Clignotants

Plusieurs pays africains ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance du PIB à court-terme :

- Ethiopie: (juillet 2016): La Banque mondiale a enregistré en 2015 une croissance de 9,6 % en Ethiopie et anticipé une baisse à 7 % en 2016 en raison de la sécheresse. Le FMI est encore plus sévère, prédisant un taux de croissance qui ne dépassera pas les 4,5 % en 2016.
- Ghana: Le gouvernement révise à la baisse les prévisions de croissance de son PIB pour l'année 2017. Le pays table désormais sur une croissance située entre 7 et 7,4 % contre 8% escompté précédemment.
- Maroc (30/09/2016): Coface alerte sur un ralentissement de l'économie marocaine. Elle table sur une croissance économique de 2% en 2016 contre plus de 4% en 2015, en raison d'une mauvaise saison agricole.

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire semblent mieux tirer leur épingle du jeu : Le Sénégal devrait avoir sur la période 2015-2016 le deuxième plus fort taux de croissance économique de l'UEMOA, avec 6,5 % en 2015 et 6,6 % attendu en 2016, selon le ministère de l'Economie, derrière la Côte d'Ivoire (8,6 % en 2015 et 8,5 % en 2016). Les autorités expliquent ces résultats par les effets positifs des réformes engagées, notamment celle des finances publiques avec la gestion axée sur les résultats et surtout avec l'introduction du budget programme.

Dans ses dernières prévisions à moyen-terme (horizon 2021) le FMI maintient toutefois ses hypothèses de forte croissance pour la plupart des pays, à l'exception du Nigéria, qui voit ses perspectives se dégrader fortement par rapport au semestre précédent.

A lire…..

« Entreprenante Afrique »

Au cœur de l'expansion des économies africaines, on trouve un secteur privé en plein essor, des PME dynamiques et une nouvelle génération d'entrepreneurs ; souvent jeunes, la plupart du temps très bien formés et fréquemment issus de la diaspora. Ils sont créatifs et inventifs, proposent des biens et des services adaptés à la demande intérieure et se positionnent sur des parts de marchés à fort potentiel laissées par les groupes internationaux. De l'agro-alimentaire à la téléphonie, du bâtiment à la santé en passant par le tourisme et l'énergie, le livre décrit une microéconomie africaine, inclusive, créatrice d'emplois, distributrice de richesses et tirée par l'émergence d'une nouvelle classe moyenne estimée à plus de 370 millions de personnes actuellement et 582 millions en 2030. Grâce à son secteur privé dynamique, l'Afrique gagne en compétitivité depuis 1980 avec une progression moyenne des exportations de produits manufacturés de 8 % par an tandis que son économie est beaucoup plus portée par son marché intérieur que par les exportations

de matières premières, avec une consommation des ménages en hausse de 5 % par an depuis 2000. L'aventure entrepreneuriale que connaît l'Afrique ne parle pas qu'à elle-même. Elle parle au monde, à l'Europe et à la France. Ce « moteur africain » offre une réserve de croissance et d'emplois au monde entier. Exemple en France : 830 000 emplois pourraient être créés d'ici à 2030 du seul fait du commerce avec l'Afrique subsaharienne et 1 200 000 avec le continent dans son ensemble. L'ouvrage aborde les points suivants : les entrepreneurs africains à la tête de ces PME : qui sont-ils et quelles sont leurs motivations ? Dans quels secteurs se développent-ils ? En quoi innovent-ils et comment cela les conduit-il à remodeler leur continent ?

Entreprenante Afrique – (Jean-Michel Severino et Jérémy Hajdenberg ; Ed. Odile Jacob – 24,90€

En savoir plus…..

Le lien suivant vous permet d'accéder à des informations détaillées sur les enjeux politiques, économiques et industriels dans 15 pays africains sélectionnés pour leurs perspectives de développement :

http://observatoire-europe-afrique-2020.org/fr/accueil/

La Lettre de L'Observatoire Europe-Afrique 2020 est publiée par l'Association « Observatoire Europe-Afrique 2020 »

Tél : 06 17 95 18 21 - contact@observatoire-europe-afrique-2020.org